LETTRE DU CALED 35 - N°5

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

LE CALED C'EST QUOI ?

Le Collectif Antifasciste de Lutte contre l'Extrême Droite c'est un collectif de syndiqué-e-s de l'Union Départementale d'Ille-et-Vilaine, qui a pour but de lutter contre l'extrême-droite sous toutes ses formes, dans les syndicats, sur les lieux de travail, et dans la société en général. Les réunions mensuelles du CALED sont ouvertes à tous les syndicats et ses membres sont disponibles pour intervenir à propos de l'extrême-droite dans vos réunions syndicales !

L'Edito de janvier 2026

L'IMPÉRIALISME ÉTATS-UNIEN, LE PLUS DANGEREUX PRÉDATEUR DU MONDE

L'information a fait le tour du monde et a sidéré : **dans la nuit du 2 janvier, Nicolas Maduro, président du Venezuela, a été enlevé par les forces armées états-uniennes avec sa femme , et placé en détention aux Etats-Unis, où il sera poursuivi pour « narcotrafic »**. Cette attaque sur Caracas, qui a tué au moins 80 venezuelien-nes dont des civil-e-s, était préparée de longue date, avec l'application d'une pression croissante de l'administration Trump sur le Venezuela, depuis son second mandat.

Derrière le vernis craquelé d'une intervention militaire états-unienne pour la « démocratie », la « sécurité » et contre le « narcotrafic », on trouve une raison beaucoup plus pragmatique, et désormais fièrement assumée par Trump : **prendre le contrôle du Venezuela et de ses énormes réserves de pétrole (17 % des réserves mondiales), et transformer le pays en semi-colonie états-unienne.** C'est un retour en force de la Doctrine Monroe, qui stipule que le continent Américain est une chasse gardée des États-Unis, qui peuvent alors déstabiliser des pays, s'emparer de leurs ressources, intervenir militairement, pour garantir la sécurité de leur expansion capitaliste.

Il faut rappeler que **les tentatives de déstabilisation d'états souverains par les USA (et nous ne pourrons pas toutes les citer!) sont une pratique de longue date , qui dans le cas du Venezuela se sont intensifiées depuis l'accession au pouvoir de Chavez, qui s'est rapproché de Cuba dans une tentative d'alliance socialisante face aux États-Unis.**
C'est sous le mandat de Barack Obama que sont promulguées des sanctions économiques contre le Venezuela au motif que celui-ci représenterait « une menace extraordinaire pour la sécurité des États-Unis ». Sous les mandats de Trump et Biden, ces sanctions ont été maintenues et renforcées.

L'attaque sur Caracas et l'enlèvement de Maduro, ne sont donc pas faites sur un coup de tête, par un Donald Trump fou et tyrannique, mais bien la continuation par la force militaire de la politique impérialiste états-unienne. Cette politique impérialiste permet aux USA, d'étendre et maintenir leur domination économique sur leur pré-carré, et ainsi de faire face aux puissances « challengeuses » russe et chinoise, qui elles aussi tentent de monter en puissance sur la scène internationale. **Dans ce sens, l'administration Trump a annoncé que le Groenland serait la prochaine cible de leur expansion « militaire ou non », et que des interventions seraient envisagées dans le reste de l'Amérique Latine et en Iran.**

Face à l'agressivité des États-Unis désormais dirigée par une extrême-droite qui ne s'embarrasse pas de prétexter œuvrer pour la démocratie lorsqu'elle envahit un pays souverain, on a pu assister à un beau concours de carpettes chez les autres pays impérialistes occidentaux, et en particulier, **en France avec un gouvernement qui soutient et « prend acte » des changements dans la diplomatie internationale et du « retour » de la force militaire pour imposer le libre marché. C'est également une occasion pour le gouvernement français d'appuyer sa propagande guerrière, par « principe de précaution ».**

Devant ce constat, notre position et **la position des syndicalistes en général doit être de lutter contre l'impérialisme** sous toutes ses formes, **contre la propagande belliciste de la bourgeoisie française qui nous emmènera à la guerre** si on ne l'arrête pas, **pour l'autodétermination des peuples** qui doivent pouvoir décider démocratiquement et sans ingérence de leur avenir, **pour le retour de Maduro dans son pays et pour la paix !**

Tous-tes devant la Cité Judiciaire de Rennes le 22 janvier !

Le jeudi 11 décembre, 300 personnes, se sont réunies en solidarité avec Pierre devant le tribunal de Rennes. Etaient présent.es, des militant.es de très nombreux membres des syndicats CGT du département, mais aussi des militants d'autres organisations syndicales (FSU, Solidaires, FO, Union Pirate, CNT, CFDT, UNSA ...), des militants politiques (PCF, LFI, NPA, Ecologistes, ...) et des militant.es associatifs (Planning Familial...).

Pierre, militant de la CGT Educ'action 35 et membre de la direction de l'Union départementale de la CGT d'Ille et Vilaine, était appelé devant le tribunal correctionnel de Rennes le 11 décembre 2025, **suite à une plainte pour diffamation de SOS Éducation.**
Cette association notoirement proche de l'extrême droite attaque notre camarade pour sa participation à une action syndicale le 1er février 2024 à Pacé.
Sophie Audugé, porte-parole de SOS Éducation, y tenait une réunion publique contre l'éducation à la vie affective et sexuelle EVARS. **Le Planning Familial et l'intersyndicale éducation CGT-FSU-SUD étaient intervenus pour dénoncer ces discours violemment réactionnaires qui mettent en danger les enseignant·es.**
SOS Éducation n'hésite pas à chauffer à blanc l'opinion publique à coup de fake news, avec le relais complaisant des médias Bolloré et d'élu·es d'extrême droite.

Donc rendez-vous le 22 janvier à Rennes pour soutenir notre camarade et rappeler que l'extrême-droite n'aura jamais sa place dans nos écoles !

LETTRE DU CALED 35

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

Fausse dédiabolisation, entraide capitalistique entre amis d'extrême-droite : la preuve par l'exemple malouin !

Romain Le Goaster a annoncé mardi 30 décembre qu'il se retirait de la course à la mairie de Saint-Malo , lui qui avait été investi en octobre pour mener la liste RN/Ciottistes dans la cité corsaire. Il a invoqué a situation de son entreprise, mais en réalité **son départ est très probablement dû à la publication d'une enquête de nos ami.es de «Mediapart» le soir même.**

Que démontre cette enquête ?

1) Que notre patron s'est rendu à un spectacle de l'antisémite et ancien humoriste Dieudonné. Celui-ci est multirécidiviste condamné pour injures raciales et incitation à la haine. Dieudonné est celui, souvenez -vous, qui avait, entre autre fait monter sur scène Robert Faurisson, pape du négationnisme. **Malgré tout cela notre candidat RN a fièrement pris des selfies avec « Dieudo » en septembre 2024**, alors qu'il est interdit dans de nombreuses salles. **On peut dire que cela la fout mal pour un parti qui jure ne plus avoir dans ses rangs depuis les législatives de «brebis galeuses».**

2) Que le chef de l'entreprise Bois et buches a notamment eu comme partenaire d'affaires et bailleur de fonds Jean-François Michaud, ancien militant du Groupe Union Défense (GUD). Inconnu au bataillon pour le grand public, et pourtant incontournable à l'extrême droite. Dans « Eléments », la revue chic de l'extrême droite intellectuelle, François Bousquet écrit le 24 juin : «Vous tiriez un fil et le nom de Jean-François finissait toujours par apparaître, comme sorti d'un chapeau.» Pas seulement parce que **l'homme, qui avait fait ses armes au GUD des années 70-80, était resté fidèle à ses idées : devenu richissime, il s'était fait – c'est Bousquet qui poursuit – «le banquier anarchiste de toutes nos causes».** Il investissait avec des figures de la «GUD Connexion», important prestataire du Rassemblement National, et arrosait de ses largesses tout un écosystème dont l'entreprise de Goaster.
La solidarité de classe du patronat d'extrême-droite existe hélas bien.

Comme le conclut Médiapart « Le forfait de Romain Le Goaster ne manquera pas de décevoir son directeur de campagne, Olivier Cazal. Dans les années 1980, ce dernier a fait partie de l'état-major du Parti des forces nouvelles (PFN), fondé en 1974 par des anciens cadres du groupuscule néofasciste Ordre nouveau »

Avec la disparition de son leader, que la Digue se brise définitivement !

Le 29 décembre 2025, Brieg Luz, fondateur et dirigeant du groupuscule royaliste et nationaliste breton La Digue, a été retrouvé mort en Belgique. Il s'est vraisemblablement suicidé.
Bien que cet individu et son collectif aient un poids politique négligeable, **le CALED profite de sa mort pour parler de cette organisation fasciste créée en novembre 2024 et nommée La Digue.**

Brieg Luz (en bleu) à la marche fasciste du 9 mai

Composée d'une dizaine de membres qui s'étaient fait connaître en attaquant une réunion des Soulèvements de la Terre en octobre 2024, La Digue a revendiqué les attaques de la librairie Fracas à Lorient, (le groupuscule est exclusivement présent dans cette ville) des 12 décembre 2024 et 6 février 2025 ainsi qu'une multitude de tags racistes et suprémacistes blancs.

Menacé de dissolution depuis le 18 février 2025 sur demande du député local Damien Girard, le groupe s'est fait petit tout le reste de l'année occasionnant ici et là des accrochages avec les militants progressistes locaux.
Leur dernier acte remonte au 17 novembre dernier lorsque des personnes effaçant des tags néonazis à proximité de l'Université Bretagne Sud sont prises à parti par des membres de la Digue.
Par la suite, ce sont trois membres de ce grouspuscule qui sont arrêtés et dont le jugement devrait avoir lieu prochainement.

Nous ne savons pas si la disparition du chef de cette bande fasciste aboutira à la disparition du groupuscule, en tout cas, il est certain que les rues de Lorient sont à présent plus sûres.

Les actus du CALED et de VISA

La prochaine réunion du CALED aura lieu le jeudi 12 février à 18h30 à l'Union départementale, venez nombreux-ses pour participer à l'écriture de la prochaine lettre et pour échanger sur la lutte contre l'extrême-droite !

Nous avons aussi une **nouvelle adresse mail : caled35@cgt35.fr**, n'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez faire des remarques, ou que nous venions faire des interventions lors de vos réunions syndicales !

Il est encore possible de s'inscrire à la prochaine formation VISA "Connaître et lutter contre les idées d'extrême-droite" les 4 et 5 février. Attention cependant au délai de prévenance d'un mois qui est désormais dépassé .
On vous attend nombreux-ses !